

Le blé français armé pour rivaliser à l'export

La qualité de la récolte tricolore et les prix bas devraient permettre de tenir tête aux blés russes et ukrainiens.

OLIVIA DÉTROYAT @Olivlader

AGRICULTURE « Ce sera un défi, mais pour l'instant, les signaux sont au vert. » Pour Nathan Cordier, analyste chez le spécialiste de la gestion des risques agricoles Agritel, les céréaliers français sont bien placés pour jouer à armes égales, cette année, face à leurs grands concurrents russes, ukrainiens ou argentins, poids lourds des céréales depuis une dizaine d'années.

Après la bonne récolte de blé réalisée cet été dans l'Hexagone - 39,2 millions de tonnes, soit la deuxième meilleure depuis 1998 -, le challenge est de taille. Selon Agritel, compte tenu de la consommation intérieure, les producteurs français devront exporter plus de 20 millions de tonnes de blé dur (pour les pâtes alimentaires) et tendre (pour la panification) hors de nos frontières, dont plus de 11 millions hors de l'Union européenne.

Ce palier, franchi uniquement à quatre reprises sur les onze dernières années, est ambitieux. D'abord car, ailleurs dans le monde, les récoltes ont aussi été globalement bonnes. En Russie, premier exportateur mondial, les 75,2 millions de tonnes récoltées représentent une production presque record. Idem en Ukraine, où Agritel prévoit une récolte inédite de 28,2 millions de tonnes, ou en Argentine, avec une production de 20,8 millions de tonnes. Dans l'Union européenne, la hausse de la production atteint 8,6 %.

Coût de revient non couvert.

Si les stocks mondiaux sont aujourd'hui à de bas niveaux, la disponibilité en blés dans les huit grands pays exportateurs de céréales est donc sensiblement en augmentation : au-dessus de 450 millions de tonnes, soit dans la fourchette haute de la décennie passée. Dans ce contexte foisonnant, le blé français a largement de quoi faire valoir ses atouts. Avec un taux en protéine moyen au-delà de 11,5 %, et surtout des prix en fort repli, il répond aux critères de nombre de clients internationaux. « Certes, le début de campagne a été peu dynamique avec 600 000 et 750 000 tonnes chargées à l'export en juillet et août, détaille Nathan Cordier. Mais c'est assez classique en cette période de l'année, avec des pays de la mer Noire souvent agressifs. » Surtout, contrairement à l'an dernier à la même époque, le blé tricolore « est au bon prix pour la course à l'export », détaille Michel Portier, patron fondateur d'Agritel.

De fait, les bonnes productions partout dans le monde ont fait chuter les cours : de 15 euros depuis le 1^{er} juin, et de 40 euros sur un an pour le prix de la tonne de blé vendue à Rouen, qui fait référence en France. Or, à ce prix (autour de 165 euros), le blé tricolore cote en deçà des blés russes et ukrainiens. Ce n'est pas une bonne affaire pour les producteurs : à ce prix, beaucoup ne cou-



La récolte de blé réalisée cet été dans l'Hexagone s'élève à 39,2 millions de tonnes, soit la seconde meilleure depuis 1998.

T. THOREL/PHOTOPQR/VOIX DU NORD/MAXPPP

vrent pas leurs coûts de production. Mais cela laisse la possibilité à la France de tirer son épingle du jeu.

En effet, la Russie et l'Ukraine lèvent traditionnellement le pied sur les prix en deuxième partie de campagne, laissant davantage de place aux autres pays exportateurs.

« Alors que les disponibilités sont bonnes, on peut tabler sur une reprise du commerce mondial et une demande globale stimulée », ajoute Michel Portier.

En Europe, en particulier, les débouchés resteront plutôt porteurs : avec des fabricants d'alimentation

animale qui arbitreront probablement un peu plus pour le blé, dont les prix rivalisent avec ceux du maïs, et des mauvaises récoltes dans la péninsule ibérique qui vont stimuler la demande d'importation dans ces pays. Hors du continent, toutefois, la bataille restera rude lors des dix

20 millions

de tonnes de blé dur français devraient être exportées cette année dont plus de 11 millions hors Union européenne

prochains mois. La France doit encore écouler autour d'un million de tonnes par mois au grand export. Face à elle, les céréaliers argentins prendront le relais des producteurs de l'Est cet hiver, notamment en Algérie, principal débouché hors Union européenne de la France (25 % des exportations). Ce concurrent de taille aura pour lui la forte dévaluation du peso argentin ces derniers mois.

Côté prix, le faible niveau des stocks des pays exportateurs dessine un « potentiel de baisse limité au long de la campagne », estime Michel Portier. Mais, alors que leur situation s'est dégradée depuis quelques années avec des récoltes plus aléatoires voire mauvaises (comme en 2016) et des aides européennes rognées, les céréaliers français n'espèrent pas de retournement significatif des cours à la hausse. Le blé ne roule plus sur l'or... ■